

CEDEAO
AU
ECOWAS

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 17 janvier 2007

Monsieur le Président,

Au moment où je prends mes fonctions de Secrétaire général des Nations Unies au seuil de cette nouvelle année, j'ai le plaisir de vous adresser mes meilleurs vœux de paix pour votre pays et l'ensemble du continent africain. Je tiens également à vous assurer de ma détermination à travailler étroitement avec vous afin de renforcer la coopération entre la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO), l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, dans la recherche de solutions aux conflits en Afrique, la consolidation de la paix dans les pays sortant de conflits, et la promotion du développement économique et social sur le continent.

Je me félicite de vos efforts visant à faciliter la reprise d'un dialogue constructif entre les dirigeants politiques ivoiriens et de vos initiatives pour aider les parties ivoiriennes à sortir le processus de paix de l'impasse actuelle. Je voudrais vous assurer de mon soutien et de l'engagement continu des Nations Unies à poursuivre, au côté de la CEDEAO et de l'Union africaine, les efforts communs en faveur d'une solution durable à la crise en Côte d'Ivoire.

Je pense que nous pourrions trouver un moyen d'harmoniser les propositions faites par le Président Laurent Gbagbo le 19 décembre 2006 avec la résolution 1721 (2006) du Conseil de sécurité et les accords de paix signés par les parties ivoiriennes. Dans cette optique, il me semble important d'encourager les dirigeants politiques ivoiriens à privilégier un dialogue

Son Excellence
Monsieur Blaise Compaoré
Président du Faso
Ouagadougou

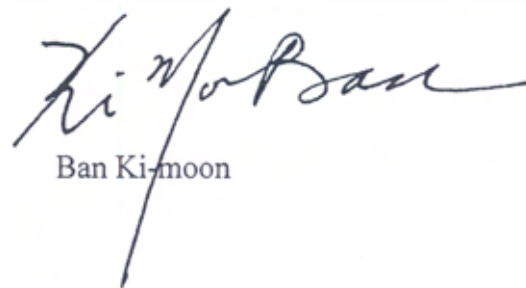
27-01231

inclusif. Seul un tel dialogue permettra d'aboutir à un accord politique global qui prenne en compte les préoccupations de toutes les parties et qui définisse la meilleure voie pour parvenir au désarmement, à l'identification et aux élections, ainsi qu'à un arrangement post-électoral acceptable par tous les dirigeants politiques ivoiriens. Par ailleurs, la proposition du Président Gbagbo de supprimer la zone de confiance pourrait également être examinée de façon constructive, tout en indiquant que la suppression de cette zone doit être progressive et conditionnée par un désarmement effectif.

Je pense également que si un accord durable devait être conclu entre les parties ivoiriennes, les préoccupations de certaines d'entre elles concernant le processus d'identification devraient être prises en compte et un compromis global pourrait être trouvé sur cette question. Un tel compromis devrait reconnaître le caractère fondé des craintes relatives au risque de voir certaines personnes obtenir de façon frauduleuse des certificats de nationalité, tout en assurant à toutes les personnes éligibles le droit de disposer de pièces d'identité. Je souhaite que les parties ivoiriennes puissent être persuadées de la nécessité de s'engager à soutenir un processus d'identification crédible et transparent, et qu'elles acceptent de déléguer l'autorité nécessaire au Premier Ministre afin de le mettre en œuvre.

Je souhaite porter à votre connaissance que j'ai demandé à mon Représentant spécial Pierre Schori de travailler étroitement avec vous afin de réfléchir à des propositions concrètes pour une solution durable à la crise ivoirienne. Je tiens également à vous informer que j'ai adressé une lettre similaire au Président Denis Sassou Nguesso.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.



Ban Ki-moon

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS - ADRESSE POSTALE : UNITED NATIONS, N.Y. 10017

CABLE ADDRESS - ADRESSE TELEGRAPHIQUE : UNATIONS NEWYORK

EXECUTIVE OFFICE OF THE SECRETARY-GENERAL
CABINET DU SECRETAIRE GENERAL

REFERENCE:

Le 17 janvier 2007

Monsieur l'Ambassadeur,

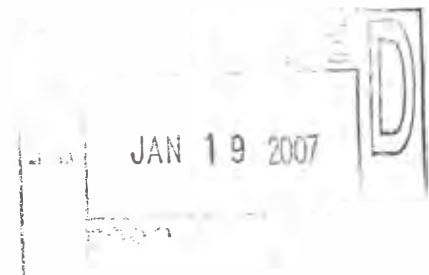
Le Secrétaire général vous serait reconnaissant de bien vouloir faire parvenir la lettre ci-jointe à Son Excellence Monsieur Blaise Compaoré, Président du Faso.

Une copie de la lettre est jointe pour votre information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.


Vijay Nambiar
Directeur du Cabinet

Son Excellence
Monsieur Michel Kafando
Représentant permanent du Burkina Faso
auprès de l'Organisation des Nations Unies
New York



27-01231

Le 17 janvier 2007

Monsieur le Président,

Au moment où je prends mes fonctions de Secrétaire général des Nations Unies, au seuil de cette nouvelle année, j'ai le plaisir de vous adresser mes meilleurs vœux de paix pour votre pays et l'ensemble du continent africain. Je tiens également à vous assurer de ma détermination à travailler étroitement avec vous afin de renforcer la coopération entre l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, dans la recherche de solutions aux conflits en Afrique, la consolidation de la paix dans les pays sortant de conflits, et la promotion du développement économique et social sur le continent.

Je me félicite de vos efforts visant à faciliter la reprise d'un dialogue constructif entre les dirigeants politiques ivoiriens et de vos initiatives pour aider les parties ivoiriennes à sortir le processus de paix de l'impasse actuelle. Je voudrais vous assurer de mon soutien et de l'engagement continu des Nations Unies à poursuivre, au côté de l'Union africaine et de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO), les efforts communs en faveur d'une solution durable à la crise en Côte d'Ivoire.

Je pense que nous pourrions trouver un moyen d'harmoniser les propositions faites par le Président Laurent Gbagbo le 19 décembre 2006 avec la résolution 1721 (2006) du Conseil de sécurité et les accords de paix signés par les parties ivoiriennes. Dans cette optique, il me semble important d'encourager les dirigeants politiques ivoiriens à privilégier un dialogue inclusif. Seul un tel dialogue permettra d'aboutir à un accord politique global

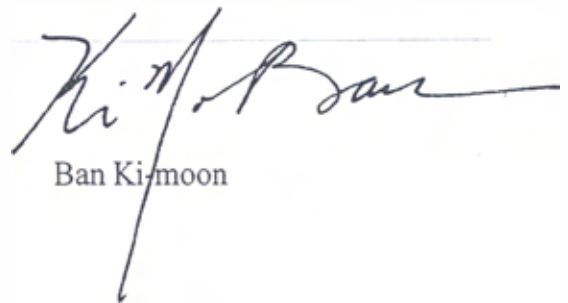
Son Excellence
Monsieur Denis Sassou Nguesso
Président de la République du Congo
Brazzaville

qui prenne en compte les préoccupations de toutes les parties et qui définisse la meilleure voie pour parvenir au désarmement, à l'identification et aux élections, ainsi qu'à un arrangement post-électoral acceptable par tous les dirigeants politiques ivoiriens. Par ailleurs, la proposition du Président Gbagbo de supprimer la zone de confiance pourrait également être examinée de façon constructive, tout en indiquant que la suppression de cette zone doit être progressive et conditionnée par un désarmement effectif.

Je pense également que si un accord durable devait être conclu entre les parties ivoiriennes, les préoccupations de certaines d'entre elles concernant le processus d'identification devraient être prises en compte et un compromis global pourrait être trouvé sur cette question. Un tel compromis devrait reconnaître le caractère fondé des craintes relatives au risque de voir certaines personnes obtenir de façon frauduleuse des certificats de nationalité, tout en assurant à toutes les personnes éligibles le droit de disposer de pièces d'identité. Je souhaite que les parties ivoiriennes puissent être persuadées de la nécessité de s'engager à soutenir un processus d'identification crédible et transparent, et qu'elles acceptent de déléguer l'autorité nécessaire au Premier Ministre afin de le mettre en œuvre.

Je souhaite porter à votre connaissance que j'ai demandé à mon Représentant spécial Pierre Schori de travailler étroitement avec votre Représentant en Côte d'Ivoire et avec la CEDEAO à la recherche de propositions concrètes pour une solution durable à la crise ivoirienne. Je tiens également à vous informer que j'ai adressé une lettre similaire au Président Blaise Compaoré.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.



Ban Ki-moon

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS - ADRESSE POSTALE : UNITED NATIONS, N.Y. 10017

CABLE ADDRESS - ADRESSE TELEGRAPHIQUE : UNATIONS NEWYORK

EXECUTIVE OFFICE OF THE SECRETARY-GENERAL
CABINET DU SECRETAIRE GENERAL

REFERENCE:

Le 17 janvier 2007

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Secrétaire général vous serait reconnaissant de bien vouloir faire parvenir la lettre ci-jointe à Son Excellence Monsieur Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo.

Une copie de la lettre est jointe pour votre information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'V. Nambiar', followed by a horizontal line and two dots.

Vijay Nambiar
Directeur du Cabinet

Son Excellence
Monsieur Basile Ikouebé
Représentant permanent de la République du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies
New York



To: Mr. Nambiar,

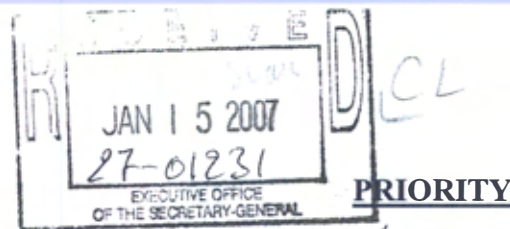
In view of the rumours in Abidjan, Côte d'Ivoire, that the SG has a new position on the Ivorian peace process and actually does not support Security Council resolution 1721 (2006), DPKO recommends the SG write to the incoming Chair of the Economic Community of West African States (ECOWAS), President of Burkina Faso, Blaise Compaoré and to AU Chair Congolese President Denis Sassou Nguesso.

Mr. Guéhenno's note transmitting the draft letters to you is summarized in today's update for the SG, which also mentioned that the letters were being forwarded to your office with the recommendation that they be signed.


Andrew Gilmour
17 January 2007

cc: Mr. Kim Won-soo

CdC	SG
For SG's approval <input type="checkbox"/>	Approved <input checked="" type="checkbox"/> <i>7/21</i>
For SG's attention <input type="checkbox"/>	Noted <input type="checkbox"/>
For SG's information <input type="checkbox"/>	Seen <input type="checkbox"/>
For SG's signature <input checked="" type="checkbox"/> <i>by</i>	Signed <input type="checkbox"/>
Date <i>18.01.2007</i>	Date _____
Comment (if applicable): <i>DPKO has suggested that these letters be sent. I agree by</i>	



Note to Mr. Nambiar

Re: Draft letters from the Secretary-General to AU and ECOWAS Chairs

1. As you are aware, President Gbagbo is yet to accept Security Council resolution 1721 (2006) of 1 November 2006, which extended the transition period in Côte d'Ivoire by another 12 months and gave the Prime Minister enhanced powers to implement disarmament, the identification of the population, and the preparations for the elections. On 19 December, the President unilaterally announced an "alternative plan" for resolving the Ivorian crisis which disregards resolution 1721 (2006), all peace agreements and the identification issue which lies at the heart of the Ivorian crisis. The "plan" offers direct talks with the Forces nouvelles former rebel group, calls for the removal of the Zone of Confidence which divides the country, and proposes the enactment of an amnesty law, as well as the holding of presidential elections by July 2007. President Gbagbo has also requested President Compaoré, the incoming ECOWAS Chairman, to facilitate the direct dialogue with the Forces nouvelles.
2. The leader of the Forces nouvelles, Guillaume Soro, has said that he would not close the door to direct negotiations with President Gbagbo, but stressed that the proposed dialogue should be framed by existing peace agreements and resolution 1721 (2006). In a similar vein, on 9 January President Compaoré announced that he supported all initiatives aimed at restoring constructive dialogue among the Ivorian political leaders with a view to holding elections in 2007, as long as such a dialogue takes place within the framework of resolution 1721 (2006). According to information received by UNOCI, Presidents Mbeki and Chirac have been advised of the ongoing discussions between Presidents Gbagbo and Compaoré.
3. In the meantime, the Chairman of the African Union, President Sassou-Nguesso, had planned to convene a mini-summit on Côte d'Ivoire in Brazzaville on 15 January, with the participation of the Ivorian political leaders, as well as Presidents Obasanjo, Mbeki, Compaoré, Tandja, Wade and Bongo. According to UNOCI, upon receiving the invitation earlier this week, President Gbagbo informed President Sassou-Nguesso's Special Representative that the initiative "came as a surprise to him", in light of the ongoing discussion with President Compaoré on his proposals. Today, President Gbagbo informed the African Union Chairman's Special Representative that he would not be able to attend the summit personally and offered to send a representative. Consequently, President Sassou-Nguesso has called off the meeting.
4. We expect the ongoing discussions on President Gbagbo's proposals to gather momentum and events may move at a very fast pace in the coming few days. In the meantime, UNOCI reports that speculation is rife in Abidjan about the United Nations' position on the President's proposals with both the media and the presidential camp spreading word that Secretary-General Ban Ki-moon has a new position on the peace process and actually does not support resolution 1721 (2006). SRSG Schori therefore strongly recommends that it would be helpful for the Secretary-General to

spell out the United Nations' position clearly, especially to the mediators, in order to avoid misinformation and potentially damaging speculation. We therefore recommend that the Secretary-General conveys the United Nations' views to the **ECOWAS and African Union Chairs**, through the attached draft letters, as well as publicly, through the attached draft **statement** attributable to his Spokesperson. DPKO is also sending a cable to UNOCI to provide guidance on the United Nations' position, along the lines indicated in the draft letters.

5. I would be grateful if you could obtain the Secretary-General's signature to the attached draft letters, and his approval of the draft statement, at his earliest convenience.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'J. M. Guéhenno', with a stylized flourish at the end.

Jean-Marie Guéhenno
12 January 2007

cc: Mr. Gambari